

Arrêté préfectoral n° 2024/00557 du 20 FEV. 2024

**portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE) – SOGARIS pour son installation  
sise place de la Logistique à RUNGIS**

LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 511-1 ;
- VU** l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n° INTA2104596D du 10 février 2021 portant nomination de Mme Sophie THIBAUT en qualité de préfète du Val-de-Marne ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 92/1877 délivré le 21 avril 1992 à la société SOGARIS pour l'exploitation d'un groupement d'entrepôts sur le territoire de la commune de RUNGIS, place de la logistique, concernant notamment la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 août 2023 établi à la suite de la visite d'inspection, effectuée sur le site le 21 mars 2023, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le courrier de réponse en date du 6 septembre 2023 de l'établissement SOGARIS ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 21 mars 2023, l'exploitant a informé l'inspection de l'environnement de la présence de plusieurs non-conformités, concernant certaines bâtiments de l'installation, à savoir :

- non-respect de la dotation en nombre suffisant de robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm conformes aux normes en vigueur (bâtiment N) ;
- non-respect de la distance de 100 m séparant deux poteaux incendie implantés sur la périphérie de l'entrepôt (bâtiment E) ;
- non-respect de l'obligation de ventilation du local de charge d'accumulateurs (bâtiment S).

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés, notamment dans la mesure où le non-respect des mesures constructives peut faciliter le développement incontrôlé d'un éventuel incendie, et engager la sécurité du personnel présent comme celle des services d'incendies et de secours ;

**CONSIDÉRANT** que l'environnement, notamment la proximité de grands axes de transport comme l'aéroport d'Orly ou l'autoroute A86, présente une sensibilité particulière à d'éventuelles nuisances et perturbations créées par des fumées d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** que face aux inobservations des prescriptions applicables à la présente installation, il convient de mettre en demeure l'exploitant à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, en vertu du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

### **Arrête**

#### **Article 1<sup>er</sup> : Objet et durée de la mise en demeure**

À compter de la notification du présent arrêté, la société SOGARIS, située place de la logistique à RUNGIS (94 150), pour son installation sise à la même adresse, est mise en demeure de respecter les articles suivants de l'arrêté préfectoral applicable à l'installation :

- **point 31° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 92/1877 du 21 avril 1992 :**

« [...]

*Dans le bâtiment, les moyens de lutte contre l'incendie, appropriés au risque à combattre, seront judicieusement répartis et comprendront au moins :*

[...]

*- des robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm conformes aux normes S 61-201 et S 62-201 et placés de telle sorte que toutes les surfaces puissent être atteintes par deux jets de lance au moins.*

[...] »

**concernant le bâtiment N, avant le 15 juin 2024.**

- **point 32° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 92/1877 du 21 avril 1992 :**

« 32° - Des appareils d'incendie de 100 mm, seront implantés en périphérie des bâtiments, à raison d'un tous les 100 mètres. Ces appareils seront conformes aux normes françaises S 61-211 ou S 61-213, et munis chacun d'un regard de vidange raccordé, si possible, au réseau d'assainissement. »

**concernant le bâtiment E, dans un délai de 3 mois.**

- **point 71° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 92/1877 du 21 avril 1992 :**

« 71° - L'atelier, situé à rez-de-chaussée, ne sera pas surmonté d'étages et sera très largement ventilé par sa partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local.

*La ventilation sera mécanique et assurera un renouvellement d'air minimal de  $0.05 \cdot N \cdot I$  mètres cubes par heure soit 4 680 m<sup>3</sup>/h (avec  $N$  = nombre d'éléments de batterie et  $I$  = intensité maximale de charge en Ampères, représentant le 1/5ème de la capacité des batteries).*

*La ventilation asservira l'opération de charge de telle sorte que l'arrêt de la ventilation provoquera la coupure de l'alimentation électrique des batteries par le dispositif de charge.*

*La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit, ni gêné, ni incommodé par les émanations et qu'il n'en résulte aucun danger pour les occupants voisins. »*

**concernant le bâtiment S, dans un délai de 1 mois.**

## **Article 2 : Sanction administrative**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 n'est pas satisfaite dans les délais prévus par le présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

## **Article 3 : Clause résolutoire**

La mise en demeure sera réputée respectée dès lors :

- que l'exploitant aura transmis pour preuve copie de tout document utile actant de la réalisation et de la conformité des travaux aux caractéristiques requises par l'arrêté préfectoral (exemple non exhaustif : procès verbal de réception et essais, étude d'ingénierie démontrant le caractère coupe-feu des parois, etc.) ;
- que l'inspection aura constaté la réalisation des travaux nécessaires à l'occasion d'une visite sur site et rendu un avis sur la validité des preuves remises.

Le non-respect des délais spécifiques mentionnés à l'article 1 pourra ouvrir la voie à la prise de sanction en application de l'article 2 du présent arrêté.

## **Article 4 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée, dans un délai de deux mois, au Tribunal administratif de Melun (43 rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630 - 77 008 Melun Cedex) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

La présente décision peut également faire l'objet, dans le délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès de la Préfète du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires 246 boulevard Saint-Germain 75 007 Paris ;

Ce recours administratif proroge de deux mois le délai d'exercice du recours contentieux.

### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice de l'Unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOGARIS à Rungis.

La Préfète du Val-de-Marne



Sophie THIBAULT